

N° 2019/E4/108

**MOTION  
AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE**

- DEPOSEE PAR : LE GROUPE « FEMU A CORSICA »

- OBJET : ETUDE DE LA DGCCRF RELATIVE A LA SITUATION DE LA  
DISTRIBUTION DES CARBURANTS EN CORSE.

---

**CONSIDERANT** qu'il y a un an, des milliers de citoyens se sont élevés contre l'explosion des prix du carburant, arrivés à un niveau jamais atteint, en créant le mouvement des « Gilets jaunes »,

**CONSIDERANT** que de nombreux Corses se sont impliqués au sein de ce mouvement ou ont fait le choix de faire partie de mouvements citoyens ayant le même socle de revendications,

**CONSIDERANT** que les revendications de ces mouvements se sont concentrées sur des problématiques spécifiques à la Corse, comme notamment les prix du carburant plus élevés que sur le continent,

**CONSIDERANT** que, suite à ces évènements, le Président du Conseil exécutif de Corse a tenu à apporter une réponse politique forte en organisant, avec les Présidents de l'Assemblée de Corse et du CESEC, la première « Conférence Sociale pour le respect des droits fondamentaux des citoyens de Corse » le 14 janvier 2019,

**CONSIDERANT** que cette « Conférence Sociale » a donné lieu à d'importants travaux qui ont associé les mouvements citoyens insulaires de lutte contre la précarité et les acteurs économiques concernés, notamment à travers un cycle de réunions portant sur la question des prix du carburant,

**CONSIDERANT** que ces travaux ont abouti à la rédaction d'une résolution solennelle, votée à l'unanimité par l'Assemblée de Corse,

**CONSIDERANT** que la Préfète de Corse avait annoncé en novembre 2018 qu'une étude relative à la situation de la distribution des carburants en Corse serait réalisée sous son autorité par la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF),

**CONSIDERANT** que, comme l'ont précisé par voie de presse les services de la Préfecture en mai 2019, cette étude a bien été rendue à la Préfète de Corse par la DGCCRF,

**CONSIDERANT** que ces dernières semaines, plusieurs représentants des mouvements citoyens insulaires ont fait part de leurs inquiétudes quant à la forte précarité qui subsiste en Corse et ont notamment regretté la non parution de l'étude de la DGCCRF,

**CONSIDERANT** qu'il est indispensable de fournir aux Corses des éléments concrets relatifs à la situation de la distribution des carburants sur l'île et à la compréhension des mécanismes de formation des prix du carburant vendu en Corse,

### **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**DEMANDE** à la Préfète de Corse de rendre publique l'étude relative à la situation de la distribution des carburants en Corse réalisée par la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF).